

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1993/SR.49
29 novembre 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Quarante-neuvième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 49ème séance

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 2 mars 1993, à 19 heures.

Président : M. FLINTERMAN (Pays-Bas)

SOMMAIRE

Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants, et notamment :

a) Question des droits de l'homme à Chypre (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

GE.93-11568 (F)

La séance est ouverte à 19 h 20.

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS, ET NOTAMMENT :

a) QUESTION DES DROITS DE L'HOMME A CHYPRE (point 12 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1993/7-E/CN.4/Sub.2/1992/55, E/CN.4/1993/36 à 41 et Add.1, 42 à 49, 75 et 76, 79, 82, 86, 95, 99 et 102; E/CN.4/1993/NGO/6, 8, 12, 16, 23, 26 à 28, 31 et 38; E/CN.4/1992/29, 30 et Add.1, 32 à 34, 50 et Add.1, et 51; A/47/240, 367 et Add.1, 596, 617, 621, 625 et Corr.1, 651 et 656)

1. M. AL-DOURI (Observateur de l'Iraq) dit qu'en présentant son rapport sur la situation des droits de l'homme en Iraq (E/CN.4/1993/45), le Rapporteur spécial a donné des informations dont la véracité n'a pas été vérifiée. Le Rapporteur spécial aurait dû s'acquitter de son mandat avec plus de sérieux.

2. Il faut examiner la situation des droits de l'homme en Iraq en tenant compte de deux éléments. Premièrement, dans sa situation critique actuelle, l'Iraq s'attache surtout à préserver son indépendance et sa souveraineté par tous les moyens légitimes et à réparer ses infrastructures endommagées par l'agression dirigée récemment contre lui. Néanmoins, le Rapporteur spécial a abordé la question de la souveraineté de l'Iraq de façon non conforme au droit international, se référant notamment aux obligations contractées en vertu de traités internationaux et aux résolutions du Conseil de sécurité. Il ne faut pas oublier que les traités s'inscrivent dans un cadre précis qui ne doit pas être tourné. De même, les résolutions du Conseil de sécurité, qui sont de nature politique, ne doivent pas être interprétées au sens large. Sinon, on contreviendrait à l'esprit de la Charte des Nations Unies. A ce sujet, M. Al-Douri dit que les résolutions du Conseil de sécurité adoptées pendant et après la guerre du Golfe ont toutes mis l'accent sur la souveraineté et l'intégrité nationale de l'Iraq.

3. Deuxièmement, en ce qui concerne le droit à la vie, l'observateur de l'Iraq dit qu'en raison du blocus économique, son gouvernement a surtout veillé à garantir à la population un approvisionnement alimentaire et des soins médicaux. Néanmoins, le Rapporteur spécial a ignoré ces deux éléments, ou les a exploités dans un but politique, à savoir attenter à la souveraineté de l'Iraq.

4. La délégation iraquienne est d'avis que le mandat du Rapporteur spécial ne peut plus être justifié, d'autant que le dernier rapport ne fait que répéter ce qui avait déjà été dit dans les rapports précédents. En outre, les renseignements communiqués par le Rapporteur spécial proviennent de personnes connues pour entretenir des liens avec des pays voisins hostiles ou avec des pays de la coalition occidentale. Selon la délégation iraquienne, le Rapporteur spécial enquête sur des questions qui ne relèvent pas de son mandat et ne fait que servir les visées politiques de pays hostiles à l'Iraq.

5. Le Rapporteur spécial s'est référé aux habitants de la zone marécageuse du sud de l'Iraq, qu'il a qualifiés de population autochtone; M. Al-Douri dit que l'expression "population autochtone" a une acception, sur le plan

international, qui ne peut en aucune façon s'appliquer à la population de la région en question. Les renseignements fournis par le Rapporteur spécial au sujet de cette population visent à donner aux pays de la coalition un prétexte pour imposer une nouvelle zone d'exclusion au nord du 36e parallèle afin d'atteindre ainsi leur objectif, la partition de l'Iraq.

6. Le Rapporteur spécial s'est abstenu de faire une distinction entre les habitants originels de la région, qui y mènent une vie simple, et d'autres personnes qui se trouvent là uniquement parce qu'elles appartiennent à des bandes de déserteurs ou de hors-la-loi.

7. En ce qui concerne les Kurdes, nul n'ignore que le nord de l'Iraq n'est plus directement contrôlé par les autorités centrales en raison de l'intervention militaire des forces de la coalition.

8. Dans le rapport du Rapporteur spécial, il est encore une fois suggéré d'envoyer en Iraq des observateurs chargés de suivre en permanence la situation des droits de l'homme dans ce pays afin de transformer, à terme, la région du sud pour qu'elle ne dépende plus directement des autorités centrales, comme c'est le cas du nord actuellement. La délégation iraquienne insiste donc auprès de la Commission pour qu'elle rejette cette suggestion, qui ressortit d'une stratégie politique visant à attenter à la souveraineté de l'Etat. L'observateur de l'Iraq regrette que le Rapporteur spécial soit associé à cette tentative de crime abominable contre le peuple iraquien.

9. M. Al-Douri demande à la Commission de tenir compte des conséquences graves du blocus économique imposé au peuple iraquien et il espère que la Commission prendra une décision conforme à la décision 1992/106 adoptée par la Sous-Commission à sa quarante-quatrième session.

10. U TIN KYAW HLAING (Observateur du Myanmar) dit que, depuis l'indépendance, son pays a eu deux constitutions. La première, établie par une assemblée constituante, était fondée sur le principe de la démocratie parlementaire multipartite. Elle n'avait pas été satisfaisante en raison de certaines lacunes. La deuxième constitution, adoptée par référendum en 1974, créait un système de parti unique avec une économie socialiste planifiée. Là encore en raison de ses faiblesses, cet instrument est devenu inopérant. Il existe au Myanmar 135 groupes raciaux nationaux et si l'on veut pouvoir appliquer la Constitution, il faut qu'elle soit acceptable par tous ces groupes.

11. Le Conseil d'Etat pour le rétablissement de l'ordre public a pris le pouvoir pour empêcher le pays de se désintégrer. Il a donné l'assurance qu'il renoncerait au pouvoir le moment voulu, conformément à la nouvelle constitution qui serait rédigée par les représentants élus. Au Myanmar, nul ne conteste que la voie de la démocratie passe par une convention nationale qui est, d'ailleurs, actuellement réunie. Participent à cette convention des représentants de toutes les couches de la société, avec pour mission d'énoncer les principes fondamentaux qui seront consacrés par la nouvelle constitution.

12. La démocratie ne peut pas prendre racine là où sévit l'anarchie. Sans ordre public, il ne peut y avoir de démocratie. Le Gouvernement du Myanmar est convaincu que le climat qui règne maintenant dans le pays permet d'énoncer les principes et de créer les institutions nécessaires à l'instauration de la démocratie.

13. En ce qui concerne les droits de l'homme au Myanmar, dans ce pays, nul n'a besoin de recourir à la mendicité ou au vol à main armée pour survivre, il n'y a pas de sans-abri dans les rues et la grande majorité de la population ne se retrouve pas démunie en cas de maladie. Le gouvernement fait tout son possible pour permettre à la population d'exercer ses droits dans tous les domaines.

14. Le rapport du Rapporteur spécial concernant la situation des droits de l'homme au Myanmar (E/CN.4/1993/37) est totalement erroné, déséquilibré et dépourvu d'objectivité. Il passe quasiment sous silence les mesures positives prises par les autorités pour appuyer le processus politique en cours, redresser l'économie et promouvoir les droits fondamentaux du peuple du Myanmar. L'une des principales raisons à cela est que l'une des personnes qui accompagnait le Rapporteur spécial lors de sa mission au Myanmar a participé, de façon incontestable, à des activités dirigées contre le gouvernement et la population.

15. Les observations ci-après, contenues dans le paragraphe 226 du rapport et concernant la loi de 1982 sur la citoyenneté, dénotent, parmi d'autres, le manque d'objectivité de ce document : "De l'avis du Rapporteur spécial, cette loi crée des conditions qui favorisent l'apatridie. Les populations les plus exposées à des violations des droits de l'homme tendent à s'exiler massivement vers d'autres pays, qu'elles surchargent, mettant ainsi en péril la paix et la sécurité dans la région."

16. En ce qui concerne la seconde partie de cette déclaration, l'observateur du Myanmar dit que son pays est épris de paix et que l'un des fondements de sa politique extérieure est le principe de la coexistence pacifique. Depuis son accession à l'indépendance, le Myanmar entretient des relations amicales avec les autres pays et il n'a jamais fait peser de menace sur un pays ou une nation quelconque. La délégation du Myanmar peut énumérer les apports de son pays à la paix et à la stabilité régionales et internationales. Le Myanmar est membre fondateur du Mouvement des pays non alignés et il s'est distingué par son action dans le cadre de nombreuses organisations internationales qui veillent à assurer la paix et la stabilité internationales.

17. Quant à la première partie de ces observations, il est absolument faux d'affirmer que les dispositions de la loi visent principalement les musulmans de l'Arakan et ont pour objet de les empêcher d'acquérir la nationalité ou la quasi-nationalité. La loi dispose que tous les résidents ont le droit de demander à être naturalisés ou à obtenir la quasi-nationalité ou la nationalité de l'Etat d'Arakan, comme les autres résidents du pays. Les citoyens du Myanmar ont non seulement le droit de voter, mais aussi celui de se présenter aux élections. Ceux qui ont la quasi-nationalité, de même que les naturalisés, ont le droit de vote, mais ne peuvent pas se présenter aux

élections générales. Les membres de la Commission n'ignorent pas que, dans de nombreux pays démocratiques, les personnes naturalisées ont le droit de vote, mais ne peuvent en aucun cas devenir chef d'Etat ni de gouvernement.

18. Le Rapporteur spécial affirme aussi à tort, dans le rapport, qu'il n'a été autorisé à rencontrer aucun des dirigeants politiques. Cela est faux : le Rapporteur spécial a rencontré le Président et le secrétaire de la National League for Democracy, de même que le Président et le Secrétaire général adjoint de la Shan Nationalities League for Democracy, donc les représentants de deux grands partis politiques, le 10 décembre 1992.

19. M. HALINEN (Finlande) dit que son gouvernement appuie pleinement le travail des rapporteurs spéciaux et des représentants spéciaux, travail de nature souvent difficile et délicate.

20. Dans le cadre de certaines situations récentes et particulièrement en Yougoslavie, au Cambodge et en Somalie, de graves violations des droits de l'homme risquent de faire peser des menaces accrues sur la paix internationale. Il faudrait manifestement que dans toutes les opérations mondiales et régionales de maintien de la paix, de rétablissement de la paix, d'alerte rapide ou de prévention, on prenne beaucoup plus en compte le problème des droits de l'homme. La tragédie de l'ex-Yougoslavie a montré que les responsables de violations graves des droits de l'homme fondamentaux et du droit humanitaire international devaient répondre de leurs actes. La délégation finlandaise se félicite donc que le Conseil de sécurité ait décidé, par sa résolution 808 (1993), de créer un tribunal international chargé de juger les crimes de guerre.

21. Le Gouvernement finlandais constate avec satisfaction que la démocratie prend racine ou se développe dans de nombreuses régions du monde, par exemple l'Amérique latine et l'Afrique, où il existait avant quantité de régimes non démocratiques ou de dictatures officielles. Selon lui, la démocratie fondée sur la participation populaire, la bonne gestion des affaires publiques, l'indépendance du pouvoir judiciaire et le règne du droit favorise aussi un développement durable.

22. La délégation finlandaise juge encourageante l'évolution en Roumanie; ce pays, avec l'aide des services consultatifs du Centre pour les droits de l'homme, est en effet parvenu à surmonter les principaux obstacles qui l'empêchaient d'appliquer sa nouvelle constitution démocratique et d'instaurer un pouvoir judiciaire indépendant. Néanmoins, la communauté internationale doit demeurer vigilante.

23. S'agissant d'El Salvador, le Gouvernement finlandais se félicite de la cessation des hostilités, condition indispensable à l'exercice effectif des droits de l'homme. Cependant, cette évolution n'est pas, en elle-même, une garantie que des violations des droits de l'homme ne surviendront pas. M. Halinen souligne donc l'importance des droits de l'homme dans le cadre de l'ONUSAL et appuie les travaux de la Commission de la vérité, ainsi que ceux du médiateur désigné et de la Commission spéciale. La délégation finlandaise demande instamment au Gouvernement salvadorien de ne ménager aucun effort pour éliminer rapidement de l'armée les responsables de violations des droits de l'homme.

24. En Iraq, le gouvernement continue de violer systématiquement quasiment tous les droits fondamentaux de la population. La terreur et l'oppression sévissent dans le pays et toute manifestation d'opposition, si légère soit-elle, aux autorités en place est réprimée brutalement. Les condamnations à mort et les exécutions sont chose courante. La situation des minorités kurde et chiite dans la zone marécageuse au sud du pays demeure critique.

25. La Commission doit une nouvelle fois condamner sans ambiguïté et de la façon la plus ferme les violations massives des droits de l'homme dont le Gouvernement iraquien est responsable. La délégation finlandaise prie instamment le Gouvernement iraquien de respecter les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme qu'il a ratifiés. Il faut que le Gouvernement iraquien se conforme aux résolutions approuvées par le Conseil de sécurité concernant la situation en Iraq, condition préalable à toute amélioration véritable de la situation globale dans le pays, y compris dans le domaine des droits de l'homme.

26. Le Gouvernement finlandais est profondément préoccupé par la détérioration de la situation relative aux droits de l'homme au Myanmar. Selon le rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1993/37), des citoyens sans défense sont arrêtés arbitrairement, voire exécutés. La torture et la répression brutale sont courantes et, dernièrement, le gouvernement a manifesté son intransigeance en refusant une mission spéciale de lauréats du prix Nobel de la paix. M. Halinen demande instamment au Gouvernement du Myanmar de libérer immédiatement les prisonniers politiques, y compris Daw Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Nobel de la paix, qui demeure assignée à résidence.

27. A Cuba, la liberté de parole, d'expression et d'association n'existe pas et les défenseurs des droits de l'homme sont persécutés sans relâche. Il faudrait d'urgence introduire des garanties supplémentaires dans le système juridique du pays ainsi que dans le cadre des procédures suivies pour les demandes d'autorisation d'entrer dans le pays ou de le quitter. La délégation finlandaise insiste auprès du Gouvernement cubain pour qu'il autorise le Rapporteur spécial à se rendre dans le pays et qu'il coopère pleinement avec lui.

28. En Haïti, le coup d'Etat militaire qui a renversé le gouvernement du président Aristide a mis en place un régime d'oppression qui semble peu respectueux des droits de l'homme. Le Président démocratiquement élu doit être rétabli dans ses fonctions. La délégation finlandaise prend note avec satisfaction de la coopération qui s'est engagée entre les organes de l'ONU et ceux de l'Organisation des Etats américains en vue de trouver une solution au problème politique du pays et d'améliorer la situation en ce qui concerne les droits de l'homme en envoyant une mission spéciale en Haïti. Elle pense aussi, comme le Rapporteur spécial, que la Commission doit garder à l'examen la situation en Haïti.

29. En ce qui concerne la République islamique d'Iran, l'attention de la Commission est appelée, une fois de plus, sur les nombreuses difficultés en rapport avec l'exercice de plusieurs droits fondamentaux, en particulier le droit à une bonne administration de la justice et le respect des droits de la défense ainsi que sur la multiplication des sentences de mort. Le système

juridique du pays préconise bien la tolérance entre les différentes religions, mais de nombreux Baha'is demeurent privés de leurs droits fondamentaux en tant que citoyens. De plus, les membres de cette communauté sont souvent persécutés et maltraités.

30. La délégation finlandaise appuie les recommandations du Représentant spécial et invite instamment le Gouvernement iranien à appliquer pleinement les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. M. Halinen rappelle que son gouvernement désapprouve le décret de mort qui a été prononcé à l'encontre de l'écrivain britannique Salman Rushdie, ce qui est, à ses yeux, un acte totalement inadmissible et injustifié.

31. L'attention de la communauté mondiale a été appelée sur la détérioration continue de la situation des droits de l'homme au Soudan. La délégation finlandaise appuie pleinement le projet de résolution présenté à ce sujet et considère que la désignation d'un représentant spécial est justifiée.

32. Au Zaïre, la situation des droits de l'homme, qui empire, est une cause grave de préoccupation. En Afrique, le monde a été témoin de plusieurs tentatives sincères pour instaurer la démocratie, entre autres par des élections libres et justes et au moyen de mécanismes pluripartites. Il est d'autant plus regrettable que le Zaïre n'ait tenu aucun compte des exhortations de la communauté internationale lui demandant de respecter les droits de l'homme et d'engager un processus démocratique. La Finlande suit de près la situation des droits de l'homme au Timor oriental. Elle condamne les incidents violents survenus en 1991 à Dili et prend acte de l'enquête qui a été promptement menée à ce sujet. Néanmoins, elle s'inquiète de la disparité entre les peines prononcées contre les civils et celles qui l'ont été contre les militaires. Par ailleurs, la Finlande déplore toujours que les organismes qui s'occupent des droits de l'homme se voient refuser l'accès du Timor oriental.

33. En Chine, après les événements de 1989, les personnes considérées coupables de sédition contre le gouvernement ont été punies sévèrement. Nombreuses sont celles qui restent emprisonnées pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression. Tout en se félicitant de la libération de quelques détenus, la délégation finlandaise demande instamment au Gouvernement de la République populaire de Chine d'examiner de façon constructive les problèmes qui lui sont posés dans le domaine des droits de l'homme.

34. Au Guatemala, la situation s'est améliorée, en ce sens que les exécutions extrajudiciaires et les enlèvements ont diminué. La Commission doit cependant continuer de suivre attentivement la situation en général. De l'avis de la délégation finlandaise, une conclusion rapide du processus de paix permettrait de résoudre les problèmes qui subsistent sur le plan des droits de l'homme.

35. La liste des pays qui violent les droits de l'homme n'est pas, et ne peut pas être, exhaustive. C'est aux gouvernements qu'il appartient au premier chef de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, dont ils doivent s'engager à garantir l'exercice sans restriction. S'il faut rendre plus crédible les mécanismes existant en matière de droits de l'homme, par exemple en renforçant leur efficacité, il est tout aussi important

d'allouer davantage de ressources, avec du personnel compétent, au Centre pour les droits de l'homme ainsi qu'aux différents mécanismes, notamment les rapporteurs spéciaux.

36. M. SOTIROV (Bulgarie) dit que, depuis sa création, la Commission des droits de l'homme a montré qu'elle était un instrument efficace et indispensable pour la protection, la promotion et le respect des droits de l'homme même si, visiblement, il reste beaucoup à faire compte tenu de la persistance des violations massives et flagrantes de ces droits de l'homme dans de nombreuses régions de la planète. Aujourd'hui, la Commission doit relever les défis nouveaux et importants résultant des changements spectaculaires survenus dans le monde; ces changements, s'ils vont parfois dans le sens de la démocratie et du règne du droit, ont encouragé aussi dans de nombreux pays une résurgence de l'extrémisme nationaliste, de la haine raciale, de la xénophobie, de l'intolérance religieuse et des tensions ethniques. Plus que jamais dans le domaine des droits de l'homme, la complexité et la diversité des situations exigent que l'on mette à profit l'expérience accumulée par l'Organisation des Nations Unies au fil des ans.

37. Aucun pays n'est totalement à l'abri des violations des droits de l'homme. Néanmoins, certaines de ces violations sont si graves qu'elles menacent sérieusement la paix et la sécurité régionales et mondiales; il ne fait aucun doute que la situation sur le territoire de l'ex-Yougoslavie en est un exemple. La délégation bulgare estime nécessaire de rappeler qu'elle condamne catégoriquement les violations systématiques des principes fondamentaux du droit humanitaire international qui entraînent des violations massives des droits de l'homme. La communauté internationale doit montrer qu'elle est déterminée à ne pas céder à la politique du fait accompli et elle doit veiller à ce que les auteurs de violations massives et flagrantes des droits de l'homme soient traduits en justice. La délégation bulgare appuie la résolution 808 (1993) du Conseil de sécurité relative à la création d'un tribunal international chargé de poursuivre les responsables des violations graves du droit humanitaire international commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

38. La délégation bulgare souhaite aussi exprimer les graves préoccupations que lui inspire la persécution des minorités sur tout le territoire de l'ex-Yougoslavie et, particulièrement, de la minorité bulgare. De nombreux Bulgares ne déclarent pas leur nationalité parce que, s'ils s'identifient effectivement comme Bulgares, ils sont l'objet de pressions psychologiques, d'actes d'intimidation directs et d'autres abus affectant leurs intérêts sur le plan personnel, matériel et professionnel.

39. Le Gouvernement bulgare regrette aussi que la question de Chypre n'ait toujours pas trouvé de solution. Il appuie les résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale préconisant une solution globale, juste et durable, et il estime que la mission de bons offices du Secrétaire général de l'ONU peut jouer un rôle important dans les efforts visant un accord mutuellement acceptable. Si l'on veut accroître la confiance, il ne faut ménager aucun effort pour éviter toute initiative susceptible de compliquer les pourparlers entre les deux communautés. La primauté des normes de droit international et la règle du

droit en tant que fondements de la démocratie ne sont pas toujours respectées; les premières victimes de cette situation sont les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

40. En ce qui concerne la situation au Moyen-Orient, la délégation bulgare estime qu'il faut tout faire pour surmonter les préjugés accumulés après des années d'hostilité entre les parties au conflit, et éviter aussi toute mesure qui risquerait d'aggraver la situation et de compromettre les négociations de paix. La Bulgarie reste très préoccupée par l'aggravation récente des violences et la détérioration persistante de la situation du point de vue des droits de l'homme, dans les territoires arabes occupés. Elle condamne l'expulsion de centaines de Palestiniens et invite instamment le Gouvernement israélien à se conformer pleinement à ses obligations au regard de la quatrième Convention de Genève de 1949.

41. La nouvelle conjoncture politique internationale a nettement renforcé l'intérêt de l'opinion mondiale pour les droits de l'homme. La délégation bulgare est fermement convaincue qu'une plus grande sensibilisation à ces droits est nécessaire pour pouvoir assurer leur protection et leur mise en oeuvre effectives. Le processus difficile qu'implique la restauration des traditions démocratiques, particulièrement en Europe orientale, s'est traduit concrètement par une restructuration radicale des bases juridiques et par la mise en place de mécanismes nationaux permettant de contrôler l'exercice des droits de l'homme et de contribuer à leur protection.

42. M. MACRIS (Chypre) dit que la question des droits de l'homme à Chypre reste inscrite à l'ordre du jour de la Commission depuis 1975. Il aurait aimé pouvoir faire état de certains progrès à cet égard mais malheureusement il en est empêché car Chypre est désormais une "question"; son pays est, à ce titre, victime d'une sorte de maladie géopolitique qui se propage de façon alarmante, semble-t-il, dans le monde contemporain, le pourquoi de ces "questions" étant rarement étudié de façon décisive et avec efficacité par la communauté des nations.

43. Pour comprendre le problème des violations des droits de l'homme à Chypre, il faut tenir compte d'un point essentiel : ces violations résultent directement non pas de l'existence d'un Etat autoritaire, mais de l'invasion militaire en 1974 d'un petit pays sans défense, la République de Chypre, par son puissant voisin, la Turquie, et de l'occupation de 37 % du territoire de Chypre par l'armée turque, occupation qui persiste à ce jour.

44. Bien que le rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1993/36) rende clairement compte de la situation et des efforts déployés pour résoudre le problème de Chypre depuis la dernière session de la Commission, la délégation chypriote tient à fournir des renseignements supplémentaires concernant les violations massives des droits de l'homme.

45. La Commission européenne des droits de l'homme a rendu public, en avril 1992, son rapport sur le troisième recours du Gouvernement chypriote contre le Gouvernement turc, soit près de neuf ans après l'adoption de ce document en octobre 1983. La Commission européenne, estimant que l'occupation persistante de Chypre par la Turquie viole les articles 5, 8, 14 et 26 de la Convention européenne des droits de l'homme ainsi que l'article premier

du Protocole 1, formule les conclusions suivantes : en ce qui concerne les disparus, la Turquie n'a donné aucune information sur le sort des Chypriotes grecs emprisonnés par les Turcs en 1974; au sujet des personnes déplacées et de la séparation des familles, la Turquie a continué de refuser à plus de 170 000 réfugiés chypriotes grecs leur rapatriement dans le nord de Chypre, les en empêchant dans les faits en faisant boucler par l'armée turque la ligne de démarcation qui traverse Chypre; pour ce qui est de la spoliation des biens, les Chypriotes grecs du nord de l'île ont été expropriés et les droits de propriété d'environ 7 000 Chypriotes grecs qui s'étaient installés dans le sud depuis 1976 n'ont pas été respectés; quant à la discrimination à l'encontre de la communauté chypriote grecque, la politique de nettoyage ethnique appliquée par la Turquie a été confirmée.

46. Depuis 1974, année où la liberté de déplacement et du choix de sa résidence a été refusée à la fois aux Chypriotes grecs et aux Chypriotes turcs, la Turquie applique une politique de colonisation progressive des zones occupées en y installant des colons turcs, afin de modifier l'équilibre démographique de l'île. En octobre 1992, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté une recommandation concernant le rapport du Rapporteur de la Commission des migrations, des réfugiés et de la démocratie, qui faisait état de l'arrivée massive de colons en provenance de Turquie dans le territoire occupé. L'Assemblée parlementaire a estimé que la présence de ressortissants turcs était un obstacle supplémentaire à la solution pacifique du problème chypriote. Il ne fait pas de doute que sa recommandation confortera l'action menée par le Gouvernement chypriote pour obtenir le retrait de tous les colons turcs et rétablir les droits de l'homme et les libertés fondamentales du peuple chypriote dans son ensemble. Il est suggéré aussi dans la recommandation qu'il soit procédé au recensement de la population chypriote, comme le Conseil de sécurité l'a demandé, une fois de plus, dans sa résolution 789 (1992), afin de vérifier le nombre des colons turcs dans la zone occupée.

47. Après l'invasion et l'occupation turques, il restait quelque 20 000 Chypriotes grecs dans la partie occupée de l'île. En 1993, ils n'étaient plus que quelques centaines en raison de la politique ininterrompue de persécution, de discrimination raciale, d'intimidation et de coercition appliquée par l'armée d'occupation turque pour contraindre ces Chypriotes grecs de cette enclave à s'installer dans la partie contrôlée par le gouvernement. De nombreuses familles sont encore séparées en raison de cette partition imposée par la violence. Comme les autorités turques d'occupation s'opposent à ce que des écoles secondaires fonctionnent dans l'enclave pour les enfants chypriotes grecs, dès l'âge de 12 ans ceux-ci n'ont d'autre choix que d'aller poursuivre leurs études dans la zone contrôlée par le gouvernement; passé un certain âge, ils ne sont plus autorisés à retourner en zone occupée pour les vacances. De même, les parents ne sont pas autorisés à se rendre dans l'enclave. La séparation familiale résultant de ces politiques inhumaines est un aspect de la politique de nettoyage ethnique visant à contraindre les Chypriotes grecs restant dans l'enclave à partir de chez eux.

48. Non contentes de diviser la République de Chypre en fonction de critères ethniques, les autorités turques ont délibérément entrepris d'effacer l'histoire et la culture chypriotes vieilles de 9 000 ans et de transformer la partie occupée en une nouvelle province turque. Les principaux volets de cette politique consistent à changer systématiquement les noms historiques et à détruire impitoyablement les églises et les sites archéologiques.

49. Il serait possible de résoudre le problème chypriote si le Gouvernement turc et les responsables de la communauté chypriote turque se montraient disposés à coopérer dans ce sens. Il est impératif, face à ce problème, d'appliquer les normes internationales en matière de droits de l'homme. Le Gouvernement chypriote reste partisan d'une solution bicommunautaire et fédérale sans la présence de troupes ni de colons étrangers, solution qui ménagerait la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale chypriotes et sauvegarderait pleinement les droits de l'homme et les libertés fondamentales des Chypriotes, qu'ils soient grecs ou turcs.

50. M. PLORUTTI (Argentine), parlant de la situation des droits de l'homme à Chypre, dit qu'il faudrait trouver sans plus tarder une solution juste et appropriée fondée sur le droit international, particulièrement les principaux instruments internationaux en matière de droits de l'homme, et sur l'application de toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à Chypre et surtout de celles qui concernent le droit des réfugiés à rentrer chez eux et à recouvrer leurs biens et l'élucidation des cas de disparition.

51. La délégation argentine renouvelle son appui à la mission de bons offices du Secrétaire général; cette mission et le rapport correspondant au Conseil de sécurité (S/23780) offrent la base d'un compromis négocié entre les parties. Les entretiens entre les responsables des deux communautés qui se sont déroulés de juin à novembre 1992 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, en vue d'un accord-cadre général devraient se poursuivre dans les prochains mois. Le représentant de l'Argentine invite instamment les parties à revenir sur certaines de leurs positions afin de pouvoir conclure un accord dès que possible.

52. La délégation argentine estime que les orientations retenues par le Conseil de sécurité dans sa résolution 789 (1992) pourraient créer la confiance nécessaire à des négociations tendant à résoudre le problème chypriote sur la base du droit international. Comme le statu quo à Chypre ne peut pas perdurer, la délégation argentine invite instamment les parties, et particulièrement les Chypriotes turcs, à entamer une nouvelle série de consultations à New York dans un esprit de coopération vis-à-vis des efforts déployés par le Secrétaire général.

53. La délégation argentine conclut en exprimant une nouvelle fois l'espoir que les changements importants survenus dans d'autres régions du monde auront aussi une influence décisive sur une solution possible pour Chypre.

54. M. GWAM (Nigéria) dit que son pays attache une grande importance à la question de Chypre et qu'en tant que membre du Mouvement des pays non alignés, il continuera d'oeuvrer en faveur d'une solution pacifique, juste et durable du problème.

55. Un large dialogue entre les deux communautés s'impose sur la base de certains facteurs essentiels tels le respect de toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies relatives à Chypre, le retour des réfugiés chez eux en toute sécurité, la recherche des personnes disparues à Chypre, le rétablissement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous les Chypriotes, y compris la liberté de déplacement et d'installation et le droit à la propriété, et l'instauration de zones de sécurité pour les personnes déplacées à Chypre, ainsi que leur protection sous la responsabilité de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

56. En ce qui concerne le rapport du Secrétaire général (document E/CN.4/1993/36), la délégation nigériane note avec satisfaction que des discussions de fond ont eu lieu au sujet des ajustements territoriaux; elle espère que les parties intéressées seront disposées à envisager un ajustement conforme aux orientations proposées par le Secrétaire général dans son "ensemble d'idées". Des efforts ont été faits, au cours des deux dernières années, pour élaborer cet ensemble d'idées; si l'on parvient à faire des progrès similaires en ce qui concerne les questions en suspens, notamment celles des ajustements territoriaux et des personnes déplacées, on pourra parvenir à un règlement global. Tout en affirmant son appui aux bons offices du Secrétaire général, la délégation nigériane espère que celui-ci redoublera d'efforts en vue de trouver une solution durable.

57. Au sujet des personnes déplacées, la délégation nigériane se félicite que M. Denktash ait accepté "le principe du droit au retour et du droit à la propriété". Elle approuve sans réserve la conclusion du Secrétaire général selon laquelle le maintien du statu quo à Chypre n'est pas une solution viable. Il est nécessaire, à son avis, que le Conseil de sécurité envisage sérieusement d'autres modes d'action au cas où les prochains pourparlers de réconciliation, en octobre 1993, n'aboutiraient pas à un accord.

58. La délégation nigériane pense aussi, comme le Conseil de sécurité, qu'à titre de mesure initiale en vue d'un retrait des forces non chypriotes, il conviendrait de réduire sensiblement les effectifs des troupes étrangères stationnées en République de Chypre, ainsi que les dépenses de défense. Elle appuie pleinement les activités de maintien de la paix et les autres activités de l'ONU à Chypre et exprime sa gratitude à la Communauté européenne, au Comité international de la Croix-Rouge et au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour leurs efforts concernant Chypre.

59. M. REDDY (Inde), appelant de ses vœux un débat sobre et sans emphase, rappelle aux participants que les gouvernements - notamment ceux qui sont issus de la démocratie et fondés sur la volonté de leur peuple, comme l'Inde - ont des responsabilités en ce qui concerne l'exercice des droits de l'homme.

60. Cette question n'est le monopole d'aucun pays ou groupe de pays. Pour promouvoir l'exercice universel des droits de l'homme, il est indispensable d'échanger des vues, des acquis d'expérience et des idées. L'exercice des droits de l'homme est une question de responsabilité collective.

61. Comme l'expérience des pays développés occidentaux l'a montré, la démocratie est le meilleur système politique et le développement, le meilleur

système économique garantissant l'exercice des droits de l'homme. Le droit au développement n'est donc pas seulement un droit de l'homme en lui-même mais aussi l'une des meilleures garanties de l'exercice des autres droits de l'homme, tant individuels que collectifs.

62. Dans de nombreuses régions du monde, des gouvernements démocratiques se heurtent au problème nouveau et complexe du terrorisme et de l'extrémisme, qui apparaît comme la menace la plus dangereuse pour l'exercice des droits de l'homme et comme une force pernicieuse nuisant au bon fonctionnement des institutions démocratiques, qu'il s'agisse du système électoral, de la presse ou du pouvoir judiciaire. Parfois, les terroristes vont jusqu'à éliminer ou à museler effectivement une presse responsable en montant des campagnes de désinformation délibérées : au cours de la présente session, par exemple, l'Inde a été la cible d'allégations sans fondement ou exagérées concernant les incidents récents au Jammu-et-Cachemire, dont la responsabilité incombe en premier lieu aux instigateurs de cette campagne de calomnie. Le respect de la légalité et de la dignité de la personne humaine offre la seule base possible pour se garantir de façon véritablement efficace contre les violations des droits de l'homme. Il faut que l'opinion mondiale se ligue massivement contre le terrorisme et la subversion, particulièrement lorsque ceux-ci sont encouragés de l'extérieur. En outre, la cause des droits de l'homme ne doit pas être détournée par les machinations des terroristes, alors même que ceux qui en sont victimes - et qui doivent lutter courageusement dans des conditions extrêmement difficiles - sont accusés à tort de violations des droits de l'homme.

63. La délégation indienne a lu avec intérêt et sympathie le rapport du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (E/CN.4/1993/46), qui a le mérite d'être franc; elle tient seulement - en grande partie à cause de ce qui y est dit au sujet de son pays - à recommander la circonspection au sujet de certaines déclarations du Rapporteur spécial : en effet, il est dit au paragraphe 16 du rapport qu'il est parfois très difficile de déterminer si une allégation est crédible ou si elle a des motivations politiques ou autres, et au paragraphe 17, que le Rapporteur spécial transmet toutes les allégations qu'il reçoit à moins qu'il n'ait de sérieuses raisons de penser qu'elles ne sont pas crédibles. Or les groupes terroristes ou leurs partisans disposent souvent de moyens de désinformation perfectionnés et puissants. L'Inde estime, en conséquence, que seules devraient être transmises les informations qui sont, à première vue, dignes de foi. Les sections du rapport relatives à l'Inde contiennent malheureusement des généralisations exagérées. C'est ainsi qu'il y est reproduit des allégations selon lesquelles les forces de sécurité agiraient "pratiquement en toute impunité", ce qui est surprenant étant donné qu'il n'existe aucune loi en la matière. La remarque selon laquelle des abus se poursuivraient "sans discontinuer" en Inde est très injuste aussi, car fondée sur 95 cas signalés seulement; beaucoup de ces cas se sont révélés être infondés et plusieurs autres font l'objet d'une enquête. Là où il s'est avéré que des abus s'étaient produits, des mesures ont été prises pour punir les coupables et indemniser les victimes.

64. Parlant d'autres régions du monde où la situation des droits de l'homme est particulièrement inquiétante, le représentant de l'Inde dit que son pays demeure inquiet de la persistance de la pratique odieuse de l'apartheid

en Afrique du Sud malgré une évolution positive, à certains égards, dans un processus sans aucun doute extrêmement délicat; c'est avec la même inquiétude et la même préoccupation que l'Inde voit reculer le processus de paix au Moyen-Orient suite à l'expulsion de plus de 400 Palestiniens; alors que l'évolution actuelle va dans le sens des droits de l'homme et de la démocratie, elle considère comme une ironie tragique que le régime de Fidji essaie d'institutionnaliser la discrimination raciale par une constitution qui restreint les droits d'une partie de sa population; elle affirme sa solidarité avec le peuple chypriote et appuie pleinement les efforts déployés par le Secrétaire général pour trouver une solution qui préserve la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriales du pays; et elle éprouve elle aussi un sentiment d'horreur devant les violations générales et flagrantes des droits de l'homme dans le territoire de l'ex-Yougoslavie et prie instamment la communauté internationale d'agir de toute urgence et efficacement pour promouvoir le rétablissement rapide de la paix et de la sécurité dans la région.

65. En conclusion, M. Reddy dit que les droits de l'homme doivent être axés sur la personne et la dignité de l'individu. A la présente session, l'important n'est pas que la Commission adopte des résolutions avec animosité, mais ses travaux contribuent à renforcer le droit de chacun à vivre dans la dignité et la liberté et à l'abri du besoin.

66. M. FAROUQUE (Sri Lanka), rappelant que la question de Chypre reste toujours inscrite à l'ordre du jour de la Commission, fait observer que les nouvelles dissensions qui se font sentir dans les Etats et entre Etats ne doivent pas faire oublier qu'une solution juste s'impose depuis longtemps. Les pays non alignés ont réaffirmé il y a quelques mois, au Sommet de Djakarta, qu'une solution globale de la question de Chypre, y compris dans ses dimensions relatives aux droits de l'homme, ne pouvait être trouvée que dans le respect de la souveraineté et de l'indépendance, ainsi que de l'intégrité et de l'unité territoriales de ce pays. Les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale offrent la meilleure voie pour l'élaboration d'un cadre politique et constitutionnel global et il faut souhaiter que le dialogue entre les deux communautés puisse reprendre prochainement sous les auspices du Secrétaire général, ce qui faciliterait l'entente sur d'autres points.

67. La situation au Timor oriental fait l'objet d'un rapport intéressant publié sous la cote E/CN.4/1993/54. La délégation sri-lankaise juge encourageante l'attitude coopérative et positive manifestée par le Gouvernement indonésien pour résoudre les problèmes de droits de l'homme et d'autres questions connexes dans le cadre des mécanismes de l'ONU. Il faudrait encourager le Gouvernement indonésien et le Gouvernement portugais à continuer de rechercher une solution acceptable, également sous les auspices du Secrétaire général, grâce au dialogue et à des mesures visant à créer la confiance.

68. M. VENERA (République tchèque), prenant la parole pour la première fois en tant que représentant d'un nouvel Etat souverain, confirme que la politique de son pays dans le domaine des droits de l'homme sera très proche de celle de son prédécesseur immédiat et figurera à titre prioritaire dans les affaires intérieures et affaires extérieures du pays.

69. La République tchèque, qui apprécie vivement l'action du Centre pour les droits de l'homme dans des conditions difficiles, attend beaucoup des travaux de la prochaine Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui devrait contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre international en mettant notamment l'accent sur l'universalité et le caractère indivisible de toutes les catégories de droits de l'homme, en soulignant la nécessité de mieux appliquer les normes internationales en matière de droits de l'homme, en renforçant les institutions et les mécanismes internationaux concernant les droits de l'homme et, surtout, en gagnant l'adhésion de tous aux principes des droits de l'homme, par un sérieux travail de fond et par la publication de documents clairs et simples.

70. La délégation tchèque espérait que, compte tenu de son importance, le projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales serait prêt à être adopté à la présente session de la Commission; mais malgré les efforts du Groupe de travail, il semble que tel ne sera pas le cas. La délégation tchèque espère que ce projet sera adopté à la cinquantième session de la Commission.

71. En ce qui concerne la situation à Chypre, M. Venera félicite l'ONU pour sa contribution à la recherche d'une solution juste, durable et acceptable par les deux parties; selon lui, c'est dans l'instauration de relations de confiance entre les deux communautés que résident les meilleures chances de succès.

72. La République tchèque ne partage pas les vues de certains pays selon lesquels il faut considérer que les questions touchant à la protection des droits de l'homme relèvent exclusivement de leurs affaires intérieures. Il existe aussi des pays qui ne sont pas disposés à coopérer avec certains mécanismes de la Commission, par exemple Cuba, qui refuse d'accueillir le Rapporteur spécial pour lui permettre de s'acquitter de son mandat. La République tchèque s'inquiète de la persistance des violations des droits et libertés élémentaires de la personne humaine, entre autres la liberté d'expression, la liberté de religion et la liberté de pensée, et des attaques organisées contre les défenseurs des droits de l'homme dans ce pays. Elle félicite le Rapporteur spécial des efforts qu'il a accomplis et souscrit pleinement à ses recommandations ainsi qu'à une prorogation de son mandat.

73. La République tchèque est particulièrement préoccupée aussi par la situation des droits de l'homme en Iraq, au Myanmar, au Soudan, en Somalie, au Guatemala, en Haïti, au Timor oriental, au Zaïre et en Afghanistan.

74. Les violations flagrantes et massives des droits de l'homme dans une région de l'Europe où la situation a toujours été très délicate, le territoire de l'ex-Yougoslavie, sont source de grande inquiétude. Après l'expérience tragique de deux guerres mondiales, il est inconcevable que se produisent à nouveau de telles violations des droits fondamentaux de l'être humain, qu'il s'agisse des camps de détention, du viol massif des femmes, des politiques de nettoyage ethnique ou d'autres atrocités et traitements inhumains. La République tchèque approuve la décision du Conseil de sécurité de créer un tribunal pénal international chargé de juger les cas de violation du droit international humanitaire.

75. Nonobstant ces problèmes, M. Venera considère que la situation des droits de l'homme s'améliore dans de nombreuses régions du monde. Cette fin de siècle est certes complexe, mais aussi porteuse d'espérance; la délégation tchèque est fermement convaincue qu'à sa prochaine session la Commission pourra enregistrer une évolution positive dans un plus grand nombre de pays, et elle formule des vœux à cet effet.

76. M. ARTEAGA (Venezuela) dit que les espoirs suscités par la fin des rivalités entre les superpuissances sont assombris désormais par la résurgence du nationalisme et par de récentes violations massives des droits de l'homme. Du point de vue des Etats comme des peuples et des individus, il est donc plus urgent que jamais que la Commission prenne des mesures efficaces.

77. Pour les gouvernements, la question des droits de l'homme est sans aucun doute délicate et il est inévitable que sur de nombreux points, les débats de la Commission soient sujet à controverse. Aucun pays ne peut prétendre au monopole de la vérité, mais aucun gouvernement non plus n'est fondé à se dérober à ses responsabilités dans le domaine des droits de l'homme, sous quelque prétexte que ce soit. Certes, la Commission ne peut pas obtenir de résultats spectaculaires mais, au moins, elle devrait pouvoir prendre des décisions viables, particulièrement dans le contexte du point 12 de son ordre du jour. Elle ne doit donc ménager aucun effort pour adopter des résolutions par consensus, afin de s'assurer la coopération des gouvernements et de garantir un meilleur fonctionnement de ses mécanismes de suivi, particulièrement au regard de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme. Mais si elle veut aussi refléter pleinement la complexité des questions posées dans le monde entier par les droits de l'homme sur les plans politique, économique et social, la Commission doit examiner attentivement chaque point de son ordre du jour, quelles que soient les objections soulevées par certains Etats. Un examen partiel ne peut aboutir qu'à des solutions partielles.

78. Pour le Venezuela, l'action internationale en faveur de la protection des droits de l'homme est étroitement liée à la défense de la démocratie. Bien que les droits de l'homme risquent d'être violés même dans des pays démocratiques, ils seront toujours mieux protégés dans un système où les trois pouvoirs fonctionnent indépendamment et où les institutions qui défendent les droits de l'homme peuvent oeuvrer sans entrave.

79. Des violations des droits de l'homme sont observées dans tous les pays et le Venezuela n'y fait pas exception. Mais le Gouvernement vénézuélien a fait des efforts importants pour promouvoir les droits de l'homme et renforcer le règne du droit, conformément à son mandat constitutionnel, et il continuera de le faire. Pour asseoir la démocratie, le Venezuela s'efforce d'accroître le nombre des juges et des procureurs, de renforcer les tribunaux, de sensibiliser les responsables de l'application des lois au problème des droits de l'homme et de réformer son système carcéral. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre des actions menées plus largement, en Amérique latine, pour protéger et renforcer les démocraties instaurées récemment et difficilement dans la région, dans le contexte d'une crise économique grave. Il faut garantir aux pays d'Amérique latine les conditions économiques et sociales voulues pour que la démocratie et les droits de l'homme continuent de prévaloir.

80. L'évolution vers des régimes pluralistes démocratiques dans la région a été remise en cause par le coup d'Etat militaire survenu en Haïti en septembre 1991. Depuis, la situation des droits de l'homme dans ce pays s'est considérablement détériorée et la population haïtienne est soumise à un régime tyrannique de répression brutale. La communauté internationale doit poursuivre ses efforts pour rétablir le gouvernement du président Aristide. La délégation vénézuélienne appuie pleinement les conclusions et recommandations énoncées dans le rapport sur la situation des droits de l'homme en Haïti (E/CN.4/1993/47). Le Venezuela a oeuvré, aux niveaux régional et sous-régional, pour promouvoir des mesures concrètes visant à régler la crise par des moyens politiques. Il approuve donc l'organisation récente d'une mission en Haïti par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains afin d'examiner la situation des droits de l'homme dans ce pays, et il attend les conclusions de cette mission avec intérêt. Entre-temps, le Venezuela continuera de suivre attentivement la situation en Haïti.

81. M. El-KHAZEN (Observateur du Liban) dit que son pays est sorti du cercle vicieux de la violence et du chaos en rétablissant la loi et l'ordre sur l'essentiel de son territoire. Une vaste partie du sud du Liban demeure, cependant, sous la domination d'Israël qui y a déployé ses forces, à côté de celles de l'armée de facto du sud du Liban, prouvant ainsi que ses responsables font peu de cas de la Charte des Nations Unies, des autres instruments internationaux, et du mandat et des résolutions de la Commission.

82. Les conditions de vie des Libanais dans la zone occupée se détériorent de jour en jour du fait de la politique brutale de répression appliquée par Israël, en violation des principes énoncés dans la quatrième Convention de Genève, dans la Convention de La Haye de 1907 et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que dans les résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et de la Commission. Cette politique consiste, par exemple, à faire bombarder incessamment et aveuglément des camps, des villages, des écoles et des lieux de culte par des blindés et des avions depuis juillet 1992. Des attaques aériennes ont aussi été menées sur la partie nord de la zone dans laquelle sont déployées les forces de l'ONU. L'artillerie israélienne et l'artillerie des forces de facto ont tiré plus de 6 000 salves dans la région entre juillet 1992 et janvier 1993. Le Gouvernement libanais a réagi en déposant plusieurs plaintes devant le Conseil de sécurité, pour la plus récente à la suite du bombardement par Israël, au moyen d'hélicoptères, d'artillerie à longue portée et de blindés, de dizaines de villages, avec de nombreux morts et des dégâts matériels considérables.

83. Parmi les autres exemples de cette répression, on peut citer les expulsions, la confiscation de biens, la destruction de récoltes et de maisons, ainsi que les arrestations et détentions arbitraires. Des jeunes ont été contraints de s'enrôler dans l'armée du sud Liban ou ont reçu l'interdiction de quitter la zone occupée par Israël, faute de quoi leur maison serait démolie. Israël gêne les activités des autorités libanaises, empêche les forces armées libanaises et celles de l'ONU d'accomplir leur mission et entrave les activités humanitaires du Comité international de la Croix-Rouge, en violation de la résolution 1992/2 de la Commission des droits de l'homme.

84. La plus extrême de toutes ces mesures a été la décision stupéfiante d'expulser 415 civils palestiniens vers les territoires occupés dans le sud du Liban et de soutenir que la responsabilité de ces expulsions incombait au Liban, ce qui représente une violation supplémentaire de la souveraineté libanaise et de l'article 49 de la quatrième Convention de Genève. Face à cette décision constituant une punition collective arbitraire, le Conseil de sécurité a été amené à adopter sa résolution 799 (1993) qu'Israël a cependant refusé d'appliquer, comme d'habitude.

85. Le Liban estime que la résolution 799 (1993) doit être appliquée sans délai. Il a refusé tout contact avec les expulsés et toute assistance qui leur serait destinée, car il réaffirme qu'Israël doit porter l'entière responsabilité de ce crime et respecter le droit international. Israël ne peut pas justifier les violations qu'il commet en prétendant répondre aux agressions des forces de résistance, puisque celles-ci n'agissent que poussées naturellement par le désespoir causé par l'occupation. La résistance, droit légitime reconnu par la Charte des Nations Unies, ne doit pas être confondue avec le terrorisme et le droit de résister ne doit pas être dénié au peuple libanais. Israël doit être contraint de respecter le droit international et d'appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. La communauté internationale doit aider le Liban à recouvrer intégralement son unité et sa souveraineté territoriales. Le Liban soumettra un projet de résolution à cette fin à la Commission.

86. M. PAK Dok Hun (Observateur de la République populaire démocratique de Corée), exerçant son droit de réponse, dit que dans une déclaration faite la veille au nom des Etats membres de la Communauté européenne, l'observateur du Danemark a formulé une allégation sans fondement visant son pays. Cette déclaration apparaît dénuée de sincérité. Si l'orateur était le moins du monde soucieux de promouvoir les droits de l'homme dans le monde, il aurait exprimé des inquiétudes devant la résurgence du racisme et de la xénophobie dans sa propre région. Etant donné son mutisme total à ce sujet, il n'est pas nécessaire de formuler la moindre observation supplémentaire concernant ses allégations. En réalité, en République populaire démocratique de Corée les droits et libertés essentiels sont strictement protégés par la Constitution et la législation pertinente. Désormais le peuple de la République populaire démocratique de Corée dirige l'Etat et la société, et l'inviolabilité de la personne humaine et de ses droits est pleinement garantie.

87. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba), faisant usage de son droit de réponse, dit qu'au cours de la séance, la délégation finlandaise et la délégation tchèque ont fait des observations au sujet de la situation des droits de l'homme à Cuba en se fondant sur le dernier rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1993/39); comme la délégation cubaine l'a déjà fait observer, ce document se caractérise par sa sélectivité et son manque d'objectivité. En ce qui concerne les observations de la délégation finlandaise, le représentant de Cuba n'a aucune peine à imaginer la stupéfaction des milliers de chômeurs finlandais auxquels est actuellement dénié le droit au travail lorsqu'ils prendront connaissance, dans la presse finlandaise, des observations faites par la délégation de leur pays à Genève concernant la situation à Cuba. Ces chômeurs penseront peut-être que la délégation finlandaise aurait pu employer plus utilement son temps en rendant compte à la Commission de la situation concernant les droits fondamentaux en Finlande.

88. Le cas de la République tchèque est plus intéressant. Le 23 février 1993, un journal genevois réputé a publié les résultats d'une enquête menée dans plusieurs pays d'Europe centrale; il en ressortait qu'environ 68 % de la population de la République tchèque serait profondément insatisfaite des changements survenus récemment dans le pays, considérant avoir été totalement exclue de la vie politique de la République. M. Alfonso Martínez se demande comment réagirait ces 68 % de la population en apprenant que la délégation de leur pays s'inquiète apparemment plus de la situation dans un pays situé de l'autre côté de l'Atlantique que de la leur. On ne peut que rappeler les observations faites par des membres du Parlement tchèque lors de la dernière élection présidentielle, qui remarquaient alors qu'avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, le pays s'était scindé en deux et qu'à la prochaine élection présidentielle, il disparaîtrait peut-être purement et simplement.

La séance est levée à 21 h 55.
